

Politiques publiques

## Des dépenses publiques en France supérieures de 20 % à celles de la zone euro

L'effort devra finalement porter sur presque toutes les politiques publiques



© Freepik - roserodionova



*Mécomptes publics, François Ecalle*

Les dépenses publiques représentent 56,5 points de PIB en France en 2017, soit 20 % de plus que dans la zone euro (47,0 points). Pour un même niveau du PIB, elles s'élèvent donc à 1 200 euros en France quand elles sont de 1 000 euros dans la zone euro.

Cet écart de 9,5 points de PIB est concentré sur la protection sociale (5,4 points, dont 2,5 points pour les retraites et 1,0 point pour la santé), le soutien de l'activité économique (1,7 point, dont 0,8 pour le CICE), l'enseignement (0,9 point) et la défense nationale (0,6 point). Il est toutefois peu



plus important. S'agissant des retraites, elles représentent 14,9 points de PIB en France, soit 20 % de plus que dans la zone euro (12,4 points) comme pour l'ensemble des dépenses. Les retraites représentent la même part des dépenses publiques en France et dans la zone euro.

Pour voir si la répartition des dépenses publiques diffère beaucoup entre la France et la zone euro, on peut prendre le tableau intitulé "Ce que financent 1 000 euros de dépenses publiques" du document du gouvernement introduisant le volet "fiscalité et dépenses publiques" du grand débat national, et construire le même tableau pour la zone euro.

"Cet écart de 9,5 points de PIB est concentré sur la protection sociale, le soutien de l'activité économique, l'enseignement et la défense nationale"

Il apparaît alors que la répartition des dépenses publiques est assez proche en France et dans la zone euro en 2017. En particulier, 1 000 euros de dépenses publiques comprennent quasiment le même montant consacré à la protection sociale (573 € contre 571 €) et notamment aux retraites (264 € contre 263 €), avec toutefois un peu moins de dépenses pour la santé en France (194 € contre 209 €) et plus pour la politique familiale (43 € contre 36 €) et, surtout, les aides personnelles au logement (17 € contre 8 €).

Une part plus élevée des dépenses publiques est aussi affectée en France aux aides à la pierre et aux équipements collectifs (18 € contre 8 € sur 1 000 euros de dépenses), au soutien de l'activité économique (106 € contre 89 €, surtout du fait du CICE qui est supprimé en 2019) et à la défense nationale (32 € contre 26 €). Une part plus faible y est affectée à la sécurité intérieure et à la justice (29 € contre 35 €), aux frais généraux des administrations (72 € contre 86 €) et aux intérêts de la dette publique. Les écarts ne sont pas significatifs pour les autres fonctions, notamment l'enseignement.

"Pour réduire significativement les dépenses publiques, il serait judicieux de commencer soit par les plus importantes en points de PIB (les retraites, l'assurance maladie...) soit par celles qui ont une part du total des dépenses particulièrement forte (le logement...) sans bonnes raisons"

Pour réduire significativement les dépenses publiques, il serait judicieux de commencer soit par les plus importantes en points de PIB (les retraites, l'assurance maladie...) soit par celles qui ont une part du total des dépenses particulièrement forte (le logement...) sans bonnes raisons (on peut en trouver de bonnes pour la défense), mais l'effort devra finalement porter sur presque toutes les politiques publiques.

Le site [www.fipeco.fr](http://www.fipeco.fr) développe les analyses de François Ecalle.

Publié le 20/03/2019

Catégories :

Economie / Politique / Affaires publiques / Mécomptes publics / Social & sociétal /